
CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE
ET LE DÉVELOPPEMENT
Genève

Les pays les moins avancés
Rapport 2006

Aperçu général
par le Secrétaire général de la CNUCED



NATIONS UNIES
New York et Genève, 2006

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Le terme «dollar» désigne ici le dollar des États-Unis.

Le texte de la présente publication peut être cité ou reproduit sans autorisation, sous réserve qu'il soit fait mention de ladite publication et de sa cote et qu'un justificatif soit adressé au secrétariat de la CNUCED.

L'Aperçu général est également publié dans le *Rapport 2006 sur les pays les moins avancés* (UNCTAD/LDC/2006, numéro de vente: F.06.II.D.9).

UNCTAD/LDC/2006 (Overview)

L'Aperçu général est aussi disponible sur l'Internet,
en anglais et en français, à l'adresse suivante:
<http://www.unctad.org>

Aperçu général

Le présent Rapport est conçu comme un outil mis à la disposition des décideurs des pays les moins avancés (PMA) et de leurs partenaires de développement. Dans la première partie sont examinés l'évolution économique récente des PMA et les progrès accomplis par ces pays vers la réalisation des objectifs de développement quantitatifs énoncés dans le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010 qui a été adopté à la troisième Conférence des Nations Unies sur les PMA (PMA III) tenue à Bruxelles en 2001. La deuxième partie porte sur le développement des capacités productives de ces pays. L'aperçu général résume les grandes lignes de l'argumentation à l'intention du lecteur pressé, puis les éléments de fond sur lesquels repose cette argumentation.

LES GRANDES LIGNES DE L'ARGUMENTATION

Les capacités productives comptent

Ces dernières années, de nombreux PMA ont enregistré des taux de croissance économique plus élevés que par le passé et leurs exportations ont augmenté à un rythme encore plus rapide. Mais le sentiment général – qui découle du souci de garantir une croissance favorable aux pauvres – est que ces résultats ne se traduisent pas dans les faits par une réduction de la pauvreté et une amélioration des conditions de vie. En outre, l'accélération durable de la croissance est précaire car elle est fortement tributaire des prix des produits de base, notamment du pétrole, des tendances du financement extérieur, des préférences pour les exportations d'articles manufacturés ainsi que des conditions climatiques et météorologiques. À la fin des années 70 et dans les années 80, de nombreux PMA ont vu leur taux de croissance s'effondrer et les progrès enregistrés lors des reprises économiques antérieures s'annuler; les risques que ce phénomène se reproduise demeurent.

Le développement des capacités productives est indispensable à une croissance économique soutenue dans les PMA. C'est en développant leurs capacités productives que ces pays seront à même de mobiliser davantage de ressources intérieures pour financer leur croissance économique, de réduire leur dépendance à l'égard de l'aide et d'attirer des flux de capitaux privés susceptibles de soutenir leur processus de développement. C'est aussi en développant leurs capacités productives que les PMA seront capables d'être compétitifs sur les marchés internationaux de biens et de services qui ne se limitent pas aux produits de base et ne sont pas tributaires de préférences commerciales spéciales.

Le développement des capacités productives est aussi indispensable à la réduction de la pauvreté généralisée dans les PMA. Même si les apports d'aide à ces pays sont de plus en plus utilisés pour atténuer la souffrance humaine, la solidarité internationale ne saurait suffire à réduire la pauvreté de manière notable et durable. Cet objectif ne peut être atteint sans créer des richesses dans les PMA et sans développer les capacités productives intérieures de manière à accroître l'emploi productif.

Le développement des capacités productives sera particulièrement important au cours des 15 prochaines années car les PMA sont dans une phase critique de transition marquée par un double défi. Premièrement, le nombre de personnes cherchant du travail en dehors de l'agriculture s'accroît et l'urbanisation s'accélère. Dans les PMA en tant que groupe, la décennie 2000-2010 sera la première au cours de laquelle la croissance de la population active non agricoles devrait être plus forte que celle de la population active agricole. Ce processus de transition touchera plus de la moitié de ces pays pendant la décennie en question et davantage encore pendant la décennie suivante. Deuxièmement, les PMA doivent opérer cette transition dans le cadre d'une économie ouverte. Comme il a été indiqué dans les précédents rapports, très peu de PMA ont conservé un régime commercial restrictif, la plupart d'entre eux ayant libéralisé leurs échanges de manière rapide et poussée. Toutefois, leurs structures de production et d'échange offrent très peu de possibilités dans une économie qui se mondialise rapidement et où la demande est

tirée par de nouveaux produits à forte intensité de connaissances qui font l'objet de conditions d'entrée strictes sur les marchés. Dans le même temps, l'ouverture rapide de secteurs plus traditionnels expose les producteurs en place à un degré sans précédent de concurrence mondiale. Pour tirer parti des progrès technologiques récents, les PMA doivent se rapprocher de divers seuils en matière de capital humain, de recherche-développement et de gestion, et les dépasser, ce que la plupart de ces pays n'ont pas réussi à faire faute de ressources. Les PMA risquent d'être pris dans une spirale descendante qui contribuerait à accroître leur retard.

Si les emplois productifs n'augmentent pas en nombre suffisant pour absorber la main-d'œuvre croissante des PMA, dans les activités aussi bien non agricoles qu'agricoles, cela contribuera à favoriser la migration internationale en provenance de ces pays et l'extrême pauvreté persistera à un niveau élevé. Le développement des capacités productives est aussi nécessaire pour consolider les bases budgétaires de la bonne gouvernance et garantir une souveraineté effective. Sans le développement de leurs capacités productives, de plus en plus de PMA connaîtront des situations d'urgence humanitaire récurrentes et complexes.

Les capacités productives devraient être au cœur des politiques de développement et de réduction de la pauvreté

On admet de plus en plus largement que les pays en développement n'ont pas seulement besoin d'un abaissement des droits de douane ou de meilleures conditions d'entrée sur les marchés, mais aussi d'un renforcement de leurs capacités d'offre afin de tirer parti d'une économie mondiale ouverte en produisant et en échangeant des biens et services compétitifs. De nouvelles initiatives internationales, telles que l'«aide pour le commerce», reconnaissent que sans capacités productives, peu de produits pourront être échangés et que ces capacités ne seront pas mises en place automatiquement par les seules forces du marché, mais grâce aux effets conjugués de l'entrepreneuriat, des politiques publiques et de l'action internationale.

Dans la mesure où l'initiative «aide pour le commerce» se traduit par un accroissement de l'aide aux capacités d'exportation par exemple, elle constitue un pas dans la bonne direction.

Toutefois, en général, les mesures nationales et internationales ne répondent pas de manière satisfaisante à l'objectif du développement des capacités productives des PMA. D'où la nécessité d'un nouveau modèle qui mette le développement des capacités productives au cœur des politiques nationales et internationales afin de promouvoir le développement et la réduction de la pauvreté dans les PMA.

Dans le présent Rapport, on entend par capacités productives, *les ressources productives, capacités entrepreneuriales et liens de production qui, conjugués, déterminent la capacité d'un pays de produire des biens et services et lui permettent de croître et de se développer*. Pour les biens et services marchands, c'est la capacité de produire en étant compétitif au niveau international qui compte. Le développement des capacités productives se fait par le biais de trois processus intimement liés, à savoir: l'accumulation de capital, le progrès technologique et les changements structurels. L'accumulation de capital est la préservation et l'accroissement des ressources naturelles, humaines et matérielles grâce à l'*investissement*. Le progrès technologique est le processus par lequel apparaissent de nouveaux biens et services, des méthodes, machines ou compétences nouvelles ou améliorées pour produire ces biens et services, ainsi que des formes nouvelles ou meilleures d'organisation de la production grâce à l'*innovation*. Les changements structurels portent sur la composition intersectorielle et intrasectorielle de la production, les liens intersectoriels et intrasectoriels ainsi que les relations interentreprises. Ils se produisent souvent par le biais de l'*investissement* et de l'*innovation*, et la nouvelle structure de production mise en place influe à son tour sur les possibilités d'*investissement* et d'*innovation*.

Pour mettre les capacités productives au cœur des politiques de développement et de réduction de la pauvreté, il faut promouvoir en priorité l'accumulation de capital, le progrès technologique et les changements structurels dans les PMA. Les mesures nationales et

internationales devraient s'efforcer d'enclencher et d'entretenir un cercle vertueux dans lequel le développement des capacités productives et la croissance de la demande se renforcent mutuellement. Elles devraient contribuer à accroître les emplois productifs afin de permettre la réduction de la pauvreté.

Le développement des capacités productives passe par l'adoption de nouvelles orientations

Il s'agit moins d'un changement de paradigme totalement nouveau que d'une nouvelle orientation pour les PMA et leurs partenaires de développement, même si le développement des capacités productives fait partie intégrante du Programme d'action de Bruxelles en faveur des PMA. La réduction de la pauvreté serait ainsi liée à la production et à l'emploi et dépendrait aussi, et non plus uniquement, de l'augmentation des dépenses sociales et de la réalisation des objectifs de développement humain. La politique commerciale serait guidée par le développement et non l'inverse. Un développement des capacités productives axé simplement sur le commerce ne suffira pas à assurer une croissance soutenue et inclusive dans les PMA.

La réorientation préconisée consoliderait aussi les efforts déployés pour développer les capacités productives dans les PMA – notamment les mesures destinées à améliorer les conditions d'investissement – par le biais:

- D'une politique macroéconomique favorisant la croissance, l'investissement et l'emploi;
- D'une approche à plusieurs niveaux qui ne se contente pas de mettre en place le cadre institutionnel et macroéconomique, mais comprend aussi des mesures destinées à modifier les structures de production et les institutions au niveau méso-économique, ainsi que les capacités et les incitations au niveau microéconomique;

- D'une politique dynamique de promotion de l'entrepreneuriat;
- D'une approche stratégique de l'intégration mondiale dans laquelle le rythme et le degré de libéralisation des différentes activités économiques prennent en compte l'objectif du développement des capacités productives.

Les mesures nationales et internationales visant à développer les capacités productives des PMA devraient servir en priorité à lever les principaux obstacles à l'accumulation de capital, au progrès technologique et aux changements structurels. Ces obstacles devraient être recensés dans chaque pays. Toutefois, l'insuffisance de la demande intérieure, conjuguée à la faiblesse structurelle des capacités, des infrastructures et des institutions nécessaires pour être compétitifs au niveau international, a notamment pour conséquence une sous-utilisation des ressources productives et des capacités entrepreneuriales dans les PMA. Il existe une main-d'œuvre excédentaire, une capacité entrepreneuriale latente, des connaissances traditionnelles inexploitées, des débouchés à l'exportation et des ressources naturelles non répertoriées. La priorité doit donc être donnée à la mobilisation de ces atouts inexploités. Comme Albert Hirschman l'a dit, «le développement dépend non pas tant de la combinaison optimale de certaines ressources et de facteurs de production donnés mais de la mobilisation et de l'utilisation à des fins de développement de ressources et de capacités qui sont cachées, dispersées ou mal utilisées».

Dans les PMA, la hausse de la productivité et de l'emploi nécessaire à une croissance durable passe par l'adoption d'une double stratégie d'investissement dans les secteurs dynamiques et de renforcement des capacités dans les secteurs où la majorité de la main-d'œuvre est employée. Investir seulement dans les secteurs dynamiques pour sauter des étapes du développement peut ne pas suffire à réduire la pauvreté, essentiellement car les secteurs les plus porteurs ne sont pas souvent ceux où la majorité des pauvres sont employés et peuvent exiger des qualifications et une formation que ceux-ci ne possèdent pas. La difficulté consiste alors à élargir l'impact des secteurs dynamiques de l'économie, tout en approfondissant leurs

liens avec d'autres secteurs économiques, à savoir les secteurs où la majorité des pauvres sont sous-employés. Dans le même temps, il est primordial de veiller à ce que les pauvres puissent acquérir les qualifications et la formation qui leur permettront de travailler dans ces secteurs porteurs de l'économie.

La stratégie la plus efficace serait de soutenir et de stimuler la réalisation d'investissements simultanés dans l'agriculture, l'industrie et les services, à tous les maillons de la chaîne de valeur des secteurs porteurs, et de promouvoir les exportations, notamment et en particulier la montée en gamme et la hausse de la valeur ajoutée locale de ressources naturelles abondantes. La priorité devrait être de favoriser la croissance par l'investissement et les liens de production, et de soutenir un processus interactif de croissance économique grâce aux relations dynamiques nouées entre les secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Les effets d'entraînement de l'agriculture, dans le cadre d'un cercle vertueux où la demande découlant de la croissance agricole contribue à l'investissement, à l'entrepreneuriat et à l'emploi dans les activités non agricoles, en particulier le secteur non marchand, semblent devoir jouer un rôle dans de nombreux PMA et être au cœur des efforts visant à créer un processus de développement plus solidaire qui concourt à une réduction durable de la pauvreté.

La pauvreté peut être réduite rapidement si les orientations engendrent et entretiennent un cercle vertueux dans lequel le développement des capacités productives et la croissance de la demande se renforcent mutuellement, et les structures productives se transforment pour évoluer vers des systèmes de production à plus forte intensité de qualification et de technologie compatibles avec des activités à plus forte valeur ajoutée et avec une croissance élevée de la productivité. D'où la nécessité de créer un cercle vertueux dans lequel l'épargne, l'investissement et les exportations augmentent grâce à la conjugaison des forces du marché et de l'action publique. Cela passe par la mobilisation, le renforcement et la transformation du secteur des entreprises, des PME aux grandes sociétés qui sont compétitives au niveau mondial, par la diversification des structures d'exportation et par l'établissement d'un réseau dense de relations entre entreprises et exploitations agricoles, à la fois dans les secteurs ruraux et non ruraux

et entre ces secteurs. L'accent sera mis en grande partie sur le renforcement du rôle des entreprises nationales. Toutefois, les entreprises étrangères peuvent être un acteur bénéfique (par l'IED et sous d'autres formes) dans ce processus, à condition que prédominent les économies d'apprentissage et les effets d'entraînement – et que les coûts éventuels puissent être atténués.

Ce processus exige un meilleur équilibre entre les sources nationales et internationales de croissance. La hausse et la diversification des exportations constituent un élément incontournable de cette stratégie. Toutefois, privilégier exclusivement les exportations par rapport à la demande intérieure, ou l'inverse, ou le développement des capacités productives de biens marchands au détriment des biens non marchands, ou l'inverse, serait probablement contre-productif. Les deux aspects comptent dans la croissance et la réduction de la pauvreté. La hausse de la demande intérieure provient aussi de l'augmentation des revenus et de la réduction de la pauvreté, ce qui contribue à renforcer la croissance au fur et à mesure où les emplois productifs se multiplient.

Un processus de transformation économique ne peut avoir lieu que si un cadre directif propice à l'accumulation de capital, aux changements structurels et au progrès technologique est instauré. Cela passe non seulement par la réévaluation des politiques nationales et internationales, mais aussi par le renforcement des institutions nécessaires, en particulier des entreprises privées, du système financier et des systèmes de connaissances. Outre la nécessité d'investir et d'améliorer l'infrastructure physique, des agents économiques (entreprises) doivent être créés ou renforcés, l'entreprenariat doit être mobilisé, le savoir traditionnel sous-utilisé doit être exploité et des emplois productifs doivent être créés pour la main-d'œuvre sous-utilisée.

Au niveau national, la stratégie de réduction de la pauvreté doit être davantage axée sur le développement conformément à ce qui est préconisé dans les deux derniers rapports sur les pays les moins avancés. Elle devrait s'attacher à développer les capacités de production de manière à créer des emplois productifs. Toutefois, une

bonne politique de réduction de la pauvreté ne peut être pleinement efficace dans un environnement international néfaste et elle peut aussi être renforcée par des mesures internationales d'appui appropriées. L'aide est en hausse et cette tendance devrait se poursuivre. Parallèlement, il est important que l'aide privilégie à nouveau le développement des capacités productives et notamment de l'infrastructure physique – transports, télécommunications et énergie. Mais il est aussi nécessaire d'aller au-delà et en particulier de renforcer les secteurs et les liens de production, et aussi de soutenir le développement des entreprises et l'amélioration du système financier et des systèmes de connaissances. De nouvelles mesures internationales d'appui susceptibles de promouvoir le développement des capacités productives dans les PMA doivent être élaborées.

TENDANCES ÉCONOMIQUES RÉCENTES ET PROGRÈS VERS LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT ADOPTÉS À LA TROISIÈME CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

Tendances économiques récentes

En 2004, le taux de croissance moyen du PIB dans les PMA en tant que groupe a été le plus élevé depuis une vingtaine d'années grâce à des exportations de marchandises et des entrées de capitaux record, en particulier sous forme de dons et d'IED. La plupart des PMA exportateurs de pétrole ont obtenu des résultats particulièrement satisfaisants sous l'effet notamment de la hausse des cours du pétrole en 2004. Mais ils n'ont pas été les seuls, le taux de croissance du PIB réel ayant été égal ou supérieur à 6 % dans 15 PMA en 2004, dont 11 pays non exportateurs de pétrole.

Au-delà de ce résultat global, les écarts de taux de croissance entre PMA, apparus au début des années 90, ont continué de se

creuser. En 2004, le PIB réel par habitant a stagné ou diminué dans 15 des 46 PMA pour lesquels des données sont disponibles.

Ces écarts sont dus en partie aux disparités en matière d'accès aux sources de financement extérieur. Les entrées d'IED et les dons d'APD, qui sont les deux principaux moteurs de l'augmentation des entrées de capitaux, étaient fortement concentrés. Dix PMA ont ainsi attiré 84 % des entrées d'IED en 2004. En valeur nominale, l'aide a en fait doublé entre 1999 et 2004. Mais 30 % de cette hausse est allée à l'Afghanistan et à la République démocratique du Congo tandis que la part des autres pays a été beaucoup plus réduite. En valeur réelle, l'aide a stagné ou a diminué dans près de la moitié des PMA pendant la même période, notamment dans 9 des 10 PMA insulaires.

La pérennité des derniers résultats économiques constitue un autre motif de préoccupation. Le ratio épargne intérieure brute/PIB, qui est déjà beaucoup plus bas que dans les autres pays en développement, a diminué pour atteindre 11 % en 2004 contre 13,4 % en 2003. Pendant cette période, la dépendance des PMA à l'égard de l'épargne extérieure pour financer la formation de capital s'est accrue. De nombreux pays sont aussi particulièrement vulnérables car ils sont importateurs nets de denrées alimentaires et de pétrole. La hausse conjuguée des prix de ces deux catégories de produits peut considérablement aggraver leur déficit commercial persistant. Les effets de la flambée récente des cours du pétrole ne sont pas manifestes compte tenu des années sur lesquelles portent les données.

La pérennité de la croissance économique récente dépendra en particulier de la mesure dans laquelle les apports actuels et additionnels d'APD et d'IED sont alloués à l'investissement productif, aussi bien privé que public, et favorisent la hausse de l'épargne intérieure, les changements structurels ainsi que l'amélioration et la diversification des capacités productives. Malheureusement, la hausse de l'APD est due en grande partie à l'allègement de la dette et à l'aide d'urgence qui, conjugués, représentaient 35 % du montant total des versements nets d'APD aux PMA en 2003 et 27 % en 2004. Les entrées d'IED restent axées sur l'exploitation des secteurs extractifs. L'encours de la dette extérieure des PMA continue d'augmenter

malgré les mesures importantes d'allègement adoptées. En 2003, le remboursement des intérêts et les rapatriements de bénéficiaires ont représenté environ 60 % de la valeur des dons reçus (sans la coopération technique).

Enfin, la croissance économique ne sera pas durable à moins qu'elle ne débouche sur une amélioration des conditions de vie qui profite à toutes les couches de la société. Les résultats actuels en matière de croissance économique sont, à cet égard, assez contrastés (voir plus bas).

Progrès vers la réalisation des objectifs de développement énoncés à la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés

Le fait le plus marquant des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs énoncés à la troisième Conférence des Nations Unies sur les PMA est que, depuis 2001, les partenaires de développement ont fait preuve d'une volonté beaucoup plus ferme dans le domaine de l'aide, de la dette et de l'accès aux marchés que pendant les années 90. Au cours de cette décennie, nombre de PMA ont poursuivi des réformes économiques importantes et ambitieuses, notamment en matière d'ouverture au commerce, de libéralisation financière et de privatisation. Mais l'aide a chuté de 45 % en valeur réelle par habitant entre 1990 et 1998. Toutefois, comme il a été fait observer plus haut, cette tendance s'est désormais inversée, les flux d'aide ayant doublé en valeur nominale depuis 1999. Des progrès importants ont été accomplis concernant l'allègement de la dette de certains PMA. En outre, les efforts déployés pour accroître les sources de financement du développement des PMA ont été complétés par de nouvelles initiatives visant à obtenir l'admission en franchise de droits et hors contingent de tous les produits provenant de ces pays. Des progrès notables ont aussi été accomplis en matière de déliement de l'aide.

Même si son évolution est encourageante, l'aide n'a pas encore atteint des niveaux conformes aux objectifs énoncés dans le Programme d'action en matière de ratio aide/RNB. En outre, la hausse

de l'aide enregistrée au cours des dernières années est due aux dons d'annulation de la dette et d'aide d'urgence et a été concentrée en grande partie en Afghanistan et dans la République démocratique du Congo. Jusqu'en 2004, elle a aussi contribué à privilégier les secteurs sociaux par rapport à l'infrastructure et à la production économiques. Malgré l'allègement de la dette dont ont bénéficié certains pays, l'endettement global des PMA continue de s'aggraver. En outre, en dépit des initiatives spéciales adoptées en matière d'accès aux marchés, la proportion des importations totales des pays développés provenant des PMA admises en franchise de droits a diminué dans les faits pour atteindre 72 % en 2003 contre 77 % en 1996 – en excluant le pétrole et les armes.

Les taux de croissance économique et d'investissement sont plus élevés qu'au cours des années 90 dans de nombreux PMA. Toutefois, entre 2001 et 2004, seuls 6 des 46 PMA pour lesquels des données sont disponibles ont atteint ou dépassé l'objectif de croissance de 7 % par an énoncé dans le Programme d'action et 10 des 35 PMA pour lesquels des données sont disponibles ont réalisé l'objectif fixé en matière d'investissement, soit 25 % du PIB.

Dix-huit des 46 PMA pour lesquels des données sont disponibles ont été incapables d'enregistrer un taux de croissance par habitant supérieur à 1 % par an pendant la période 2001-2004, ce qui est beaucoup trop faible pour avoir un effet tangible sur l'extrême pauvreté dans laquelle vit la moitié environ de la population des PMA. En outre, les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de développement humain sont très contrastés. Ils sont plus marqués concernant les objectifs de développement humain qui sont directement influencés par la quantité et la qualité des services publics (enseignement primaire, parité entre les sexes dans le domaine de l'éducation et accès à l'eau) que pour ceux qui résultent des services publics et des revenus des ménages (faim et mortalité infantile).

En fin de compte, la pérennité des progrès économiques et sociaux dépendra du renforcement de l'outil productif, ce qui permettra aux PMA de mobiliser davantage les ressources intérieures et les sources privées plutôt que publiques de financement extérieur et

d'être compétitifs sur les marchés internationaux sans bénéficier de préférences commerciales spéciales. Il est judicieux que les objectifs du Programme d'action aient une portée plus large que les objectifs de développement du Millénaire et soulignent l'importance du développement des capacités productives. Toutefois, l'accroissement des ressources extérieures provenant des partenaires de développement ne se traduira pas en progrès économiques et sociaux soutenus si les sources de financement du développement des PMA ne continuent pas d'être revues à la hausse de manière tangible, d'être complétées par des mesures plus efficaces de développement du commerce et d'être liées aux efforts déployés pour développer les capacités productives intérieures.

DÉVELOPPER LES CAPACITÉS PRODUCTIVES: PRINCIPALES CONSTATATIONS ET ANALYSE

Croissance potentielle et croissance effective

Les pays les moins avancés peuvent atteindre un taux de croissance très élevé et réduire rapidement la pauvreté si les obstacles au développement de leurs capacités productives sont levés. C'est ce qui est démontré dans le présent Rapport grâce à une analyse et à des estimations empiriques du rythme de croissance que pourraient atteindre les PMA pendant la période 2002-2015 si leurs capacités productives étaient développées. D'après l'analyse réalisée, ces pays peuvent enregistrer un taux de croissance supérieur à 7 %, objectif énoncé dans le Programme d'action de Bruxelles en faveur des PMA, selon un scénario de rattrapage rapide de croissance caractérisé par le plein emploi de la main-d'œuvre et par l'exploitation des diverses sources potentielles de hausse de la productivité du travail qui sont disponibles dans tous les pays pauvres. En particulier, cela passe par des changements structurels pour obtenir des rendements d'échelle croissants et des externalités, par l'accélération de l'accumulation de capital humain et par l'acquisition et l'assimilation plus rapides des technologies déjà utilisées dans d'autres pays.

Ce scénario de rattrapage de croissance ne sera pas possible sans une augmentation considérable du taux d'investissement, qui doit provenir d'une hausse notable de l'épargne intérieure ou des ressources extérieures ou de l'effet conjugué de ces deux facteurs. Une accélération de la croissance des exportations sera aussi indispensable pour payer les importations accrues nécessaires au maintien d'une croissance économique plus rapide. Les PMA devront aussi accroître leur effort technologique pour acquérir et utiliser les technologies modernes auxquelles les autres pays ont recours. La croissance de plein emploi ne sera au rendez-vous que s'il existe, du côté de la demande, de fortes incitations à investir. Les PMA ne pourront atteindre leur taux de croissance potentiel que si les principaux obstacles au développement des capacités productives sont levés.

Ces obstacles étant très présents dans les PMA, le taux de croissance réel de ces pays a été beaucoup plus bas que leur taux de croissance potentiel. Le PIB réel par habitant n'a augmenté que de 0,72 % par an dans les PMA en tant que groupe pendant la période 1980-2003. Pour les 41 PMA pour lesquels des données sont disponibles, le PIB annuel moyen par habitant a diminué dans 17 pays pendant cette période et n'a dépassé le taux de 2,15 % par an que dans 9 pays, ce qui est un taux suffisant pour que le revenu par habitant se rapproche de celui des pays de l'OCDE à revenu élevé.

L'accélération récente de la croissance dans certains PMA est sans aucun doute encourageante. Toutefois, une analyse plus précise des variations annuelles enregistrées montre que, historiquement, de nombreux PMA ont enregistré des périodes courtes de croissance rapide, mais que celles-ci ont été suivies par des crises économiques caractérisées par des pertes de production souvent importantes, puis par des reprises économiques plus ou moins fortes ou complètes. Sur les 40 PMA pour lesquels des données sont disponibles, seuls 7 ont enregistré une croissance soutenue et constante – Bangladesh, Bhoutan, Burkina Faso, Cap-Vert, Lesotho, Népal et République démocratique populaire lao. Dans tous les autres PMA, l'économie s'est contractée avec une intensité et une durée variables depuis leur indépendance politique.

Sur les 33 PMA qui ont connu une crise économique avec des pertes importantes de production, seuls 12 ont actuellement un PIB réel par habitant supérieur au niveau record atteint dans les années 70 ou au début des années 80. Parmi ces pays figurent des pays dont les résultats économiques sont très bons tels que le Mozambique et l'Ouganda, lesquels ont enregistré une reprise rapide après l'effondrement de leur économie. Les 21 autres PMA, c'est-à-dire un peu plus de la moitié des pays pour lesquels des données sont disponibles, ont vu leur croissance chuter, leur PIB réel par habitant en 2003 étant inférieur à celui enregistré entre 20 et 30 ans plus tôt. Onze de ces 21 PMA ne se sont pas encore remis de cette chute. Toutefois, parmi les dix autres, plusieurs pays comme la Gambie et le Rwanda ont enregistré un bon taux de croissance depuis le milieu des années 90, mais n'ont pas encore retrouvé le PIB réel par habitant enregistré les années antérieures. L'amélioration récente du taux de croissance des PMA en tant que groupe illustre le fait qu'un nombre croissant de ces pays se redressent.

Comme le montre le scénario de rattrapage de croissance, les PMA peuvent enregistrer une croissance rapide et soutenue s'ils développent leurs capacités productives. Dans le cas contraire, même les pays dont la croissance s'est accélérée risquent d'enregistrer à nouveau un effondrement de leur croissance.

Tendances du développement des capacités productives

Accumulation de capital

Malgré les progrès accomplis dans les années 90, la formation de capital ne représentait encore que 22 % du PIB dans les PMA en tant que groupe en 1999-2003 et l'investissement privé intérieur était particulièrement faible. La formation de capital dans ces pays est très inférieure au taux que l'on estime nécessaire non seulement pour le scénario de rattrapage rapide de croissance examiné plus haut (35 % du PIB), mais aussi pour un scénario de rattrapage plus lent (28 % du PIB).

PIB), processus dans lequel l'acquisition de technologie se fait plus lentement que dans le premier cas de figure.

Un autre motif de préoccupation est le fait que le taux effectif de formation du capital humain des PMA enregistré dans les années 90 était inférieur à celui des autres pays en développement. Le nombre moyen d'années de scolarisation de la population adulte dans les PMA était de trois ans en 2000, ce qui était inférieur au niveau enregistré dans les autres pays en développement en 1960. La fuite des cerveaux s'intensifie aussi dans de nombreux pays. En 2000, un cinquième des travailleurs «hautement qualifiés» – 13 ans de scolarisation au moins correspondant à l'enseignement supérieur – des PMA travaillaient dans un pays de l'OCDE.

Les taux insuffisants de formation de capital physique et humain illustrent la faible mobilisation des ressources intérieures pour financer la formation de capital, ainsi que des carences dans la manière dont les entrées de capitaux extérieurs soutiennent le processus intérieur d'accumulation de capital. Le taux brut d'épargne intérieure a augmenté pour atteindre 13,6 % du PIB en 1999-2003. Avec un tel taux, il est impossible, sans entrée de capitaux extérieurs, que la croissance du PIB par habitant soit même supérieure à zéro. Les estimations de l'épargne véritable, qui tiennent compte de l'amortissement du capital et de l'épuisement des ressources naturelles, indiquent aussi que sans les dons d'APD, le taux d'épargne était négatif pendant toute la période 1991-2003, et que le taux d'épargne véritable, sans les dons d'APD, diminuait aussi. Par conséquent, même si le taux de croissance des PMA en tant que groupe s'est considérablement amélioré dans les années 90, les ressources productives intérieures – mesurées par l'épargne véritable, moins les dons d'APD – se sont contractées.

Les recettes et dépenses publiques sont également trop faibles, en particulier dans les pays qui ne bénéficient pas de rentes d'exploitation de ressources minérales. Pendant la période 2000-2003, les dépenses publiques de consommation finale dans les PMA s'élevaient à 26 dollars par habitant, contre 186 dollars par habitant dans les autres pays en développement.

Les entrées de capitaux extérieurs peuvent jouer un rôle important de catalyseur en enclenchant et en entretenant un cercle vertueux de mobilisation des ressources intérieures dans lequel l'accroissement des possibilités d'investissement rentable entraîne une hausse de l'épargne qui, à son tour, finance davantage d'investissements. Le moment est propice car depuis 2000, la tendance à la forte baisse de l'APD aux PMA enregistrée dans les années 90 s'est inversée et les entrées d'IED dans ces pays, bien que géographiquement concentrées, augmentent aussi. Toutefois, il semblerait que les entrées d'IED ne stimulent pas l'investissement privé intérieur. En outre, diverses caractéristiques des conditions actuelles de l'aide font que l'APD ne joue pas un rôle de catalyseur en stimulant la mobilisation des ressources intérieures et en accélérant l'accumulation intérieure de capital.

Il est particulièrement important de constater que la part de l'aide consacrée à la formation du capital physique et aux secteurs productifs diminue. Entre 1992-1995 et 2000-2003, les engagements d'APD en faveur de l'infrastructure économique et des secteurs productifs sont passés de 45 % à 26 % des engagements totaux de l'ensemble des donateurs aux PMA. Pendant la période 2000-2003, les engagements d'aide en faveur des secteurs productifs (agriculture, industrie, extraction minière, construction, commerce et tourisme) ne représentaient que 6,8 % du total des engagements d'aide. La part des engagements d'aide en faveur des services bancaires et financiers ne s'élevait qu'à 1 % pendant cette période.

Changements structurels

Les PMA en tant que groupe ont connu peu de changements structurels depuis le début des années 80, même s'il existe des écarts sensibles entre les pays. La part de l'agriculture dans le PIB des PMA diminue lentement (passant de 37 % en 1980-1983 à 33 % en 2000-2003). Les activités industrielles et tertiaires se développent (en chiffres arrondis, elles sont passées de 23 % à 26 % du PIB et de 39 % à 42 % du PIB respectivement pendant la période considérée). Toutefois, une grande partie de la hausse de la valeur ajoutée

industrielle est concentrée dans quelques PMA et les activités industrielles qui se développent le plus dans ces pays sont l'extraction minière, l'exploitation de pétrole brut et la production d'hydroélectricité plutôt que la production manufacturière. En outre, les services qui se développent le plus sont ceux à faible valeur ajoutée, le petit commerce de subsistance et les services commerciaux.

Même si la hausse de la valeur ajoutée manufacturière a été relativement modeste dans les PMA, de grandes disparités existent. Entre 1990-1993 et 2000-2003, elle était imputable pour moitié à l'augmentation de la production au Bangladesh. De nombreux PMA ont enregistré, individuellement, une contraction notable de la valeur ajoutée de leur production manufacturière. Entre 1990-1993 et 2000-2003, la valeur ajoutée manufacturière en pourcentage de la valeur ajoutée totale a diminué dans 19 des 36 PMA pour lesquels des données sont disponibles et a stagné dans deux autres. Entre 1990 et 2000, en outre, la part des articles manufacturés à intensité technologique moyenne ou forte a baissé dans 14 des 25 PMA.

Productivité du travail

On constate qu'en moyenne, il fallait cinq fois plus de travailleurs dans les PMA que dans les autres pays en développement et 94 fois plus que dans les pays développés en 2002-2003 pour obtenir un volume de production égal. Pire encore, l'écart de productivité se creuse. La productivité du travail dans les PMA en tant que groupe n'a augmenté que de 12 % en 2000-2003 par rapport à 1980-1983, alors qu'elle a progressé de 55 % en moyenne dans les autres pays en développement. Il est intéressant de noter que bien que la valeur ajoutée agricole par travailleur agricole ait augmenté légèrement dans les PMA, la valeur ajoutée non agricole par travailleur non agricole a en fait diminué de 9 % entre 1980-1983 et 2000-2003. La productivité du travail non agricole a baissé dans les quatre-cinquièmes des PMA pour lesquels des données sont disponibles pendant la période considérée, ce qui démontre que l'absorption productive de la main-d'œuvre en dehors de l'agriculture pose un problème général et grave.

Intégration du commerce

Les biens et services que les PMA peuvent fournir en étant compétitifs sur les marchés mondiaux se limitent en fin de compte aux biens et services qu'ils peuvent produire et au degré d'efficacité de leur production. Il s'agit là de la raison fondamentale de la marginalisation de ces pays dans le commerce mondial. Même si les PMA exportaient toute leur production, leur part des exportations mondiales de biens et services ne s'établirait qu'à 2,4 % bien qu'ils comptent plus de 10 % de la population mondiale.

En outre, de même que la production des PMA est fortement axée sur l'exploitation des ressources naturelles, il en va de même de la structure de leurs exportations. Les produits de base ont contribué à hauteur des deux tiers environ aux exportations totales de marchandises en 2000-2003. Une caractéristique importante des tendances des exportations de marchandises des PMA est que les exportations d'articles manufacturés ont augmenté. En 1980-1983, les exportations d'articles manufacturés ont constitué seulement 13 % des exportations totales de marchandises des PMA en tant que groupe contre un tiers environ actuellement. Toutefois, cette réorientation au profit des articles manufacturés par rapport aux produits de base se fait beaucoup plus lentement que dans les autres pays en développement et n'est pas allée aussi loin. Elle reste limitée aux produits peu spécialisés et à forte intensité de main-d'œuvre, en particulier les habits, qui ont souvent été produits en tenant compte de préférences spéciales et sont donc désormais dans une situation vulnérable du fait de l'expiration de l'Accord sur les vêtements et les textiles. La production pour l'exportation n'est pas bien ancrée dans les systèmes intérieurs de production et, au pire, est assurée par des «enclaves» dynamiques qui n'ont pratiquement aucun lien de production avec le reste de l'économie. Les exportations d'articles manufacturés à moyenne et forte intensité technologique ont représenté moins de 3 % du commerce total des marchandises des PMA en 2000-2003, tout en constituant 40 % du commerce total des marchandises des autres pays en développement. En outre,

l'expansion des exportations d'articles manufacturés s'est concentrée dans quelques PMA.

Les données montrent aussi que la montée en gamme reste très limitée *au sein* des exportations de produits de base. La part des minéraux et des métaux transformés dans les exportations totales de minéraux et de métaux des PMA en tant que groupe est passée de 35 % à 28 % entre 1980-1983 et 2000-2003. La part des produits agricoles transformés dans les exportations agricoles totales a elle aussi diminué pour atteindre 18 % en 2000-2003 contre 23 % en 1980-1983. Le principal signe positif de cette montée en gamme dans les exportations de produits de base est la réorientation, au sein des produits agricoles non transformés, vers des produits plus dynamiques au détriment des produits statiques. Si l'on prend la définition de la CNUCED, qui entend par produits dynamiques des produits dont l'élasticité de la demande est supérieure à un, les produits dynamiques les plus importants sont le poisson et les produits dérivés ainsi que les épices.

Progrès technologique et développement des capacités technologiques

L'absence générale de changements structurels, la hausse très lente de la productivité et le nombre limité de produits pour lesquels les PMA sont compétitifs au niveau international témoignent tous des faiblesses de l'apprentissage technologique et de l'innovation dans ces pays. L'évolution de la production et du commerce indique que le niveau d'accumulation des actifs fondés sur le savoir est généralement bas. Dans de nombreux PMA, il y a régression plutôt qu'accumulation dans ce domaine.

Si l'on compare les indicateurs traditionnels de l'effort technologique (recherche-développement, brevets, nombre de scientifiques et de chercheurs, publications), il est évident qu'il existe un grand fossé en matière de savoir entre les PMA, les autres pays en développement et les pays développés.

- Les dépenses de recherche-développement des PMA et des autres pays en développement sont très faibles comparées à celles des pays de l'OCDE. En 2003 (ou la dernière année pour lesquelles des données sont disponibles), les dépenses brutes de recherche-développement représentaient 0,2 % du PIB dans les PMA et 0,3 % dans les autres pays en développement, contre 2,2 % dans les pays de l'OCDE;
- Le nombre de chercheurs et de scientifiques participant à la recherche-développement par million d'habitants dans les PMA correspondait en 2003 (ou l'année la plus proche) à 27 % à peine de celui des autres pays en développement et à 2 % de celui des pays de l'OCDE;
- Pendant la période 1990-1999, seul 0,1 % des articles de publications scientifiques et techniques relatives à la physique, à la biologie, à la chimie, aux mathématiques, à la médecine clinique, à la recherche biomédicale, à l'ingénierie et à la technologie, ainsi qu'aux sciences de la terre et aux sciences spatiales provenaient de PMA;
- Entre 1991 et 2004, seuls 20 brevets déposés aux États-Unis avaient pour titulaires des ressortissants de PMA, contre 14 824 octroyés à des ressortissants des autres pays en développement et 1,8 million à des ressortissants de pays de l'OCDE.

Il serait néanmoins erroné d'en tirer la conclusion que l'innovation et la résolution des problèmes n'existent pas dans les PMA. Les indicateurs traditionnels ne tiennent pas compte de nombreuses innovations résultant d'une évolution progressive qui présentent un intérêt pour la satisfaction des besoins locaux. Les dépenses de recherche-développement ne sont certainement pas le seul indicateur. Toutefois, les données recueillies auprès des entreprises dans le cadre des Enquêtes Climat des investissements de la Banque mondiale révèlent aussi l'existence de lacunes dans les capacités technologiques, en particulier dans les entreprises nationales. L'investissement dans les biens d'équipement est considéré comme le

moyen le plus important d'acquisition de technologies par les entreprises interrogées. Toutefois,

- En pourcentage du PIB, les importations de machines et de biens d'équipement des PMA pendant la période 2000-2003 ont été inférieures à celles des autres pays en développement (3 % contre 4,8 % du PIB) et l'écart entre ces deux groupes de pays s'est creusé depuis le début des années 80;
- En valeur réelle par habitant, les importations de machines et de biens d'équipement des PMA pendant la période 2000-2003 ont pratiquement stagné par rapport à 1980. Les importations de biens d'équipement en valeur réelle par habitant s'établissaient à environ 10 dollars par habitant (en dollars de 1990), soit sept fois moins que les importations de biens d'équipement en valeur réelle des autres pays en développement.

L'insuffisance fondamentale des ressources humaines dans les PMA, dont témoignent les statistiques générales sur les années de scolarisation et la fuite des cerveaux donnée plus haut, rend très précaires les bases sociales du renforcement des capacités technologiques. Cela est aussi le cas dans l'enseignement technique. En 2001, l'enseignement technique et professionnel n'accueillait en moyenne que 2,6 % du total des élèves du secondaire dans les PMA, contre 10,4 % dans les pays en développement et 25 % dans les pays de l'OCDE. Le nombre d'étudiants dans les disciplines techniques de l'enseignement supérieur est très faible, essentiellement car les effectifs de l'enseignement supérieur sont en général beaucoup plus faibles dans les PMA que dans les autres pays en développement et dans les pays de l'OCDE. Au cours des dernières années, les étudiants de l'enseignement supérieur ne représentaient que 6 % de la population âgée de 20 à 24 ans dans les PMA, contre 23 % dans les autres pays en développement et 57 % dans les pays de l'OCDE à haut revenu. Au sein de l'enseignement supérieur, la part des étudiants inscrits en sciences et en agriculture dans les PMA se situe à peu près au même niveau que dans les autres pays en développement et les pays de l'OCDE. Mais la part des étudiants inscrits en ingénierie est inférieure de près de moitié à celle des autres pays en développement.

Le taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur, en particulier dans les disciplines techniques, est important pour le développement des compétences administratives et techniques qui permettent d'utiliser efficacement les technologies modernes et d'adapter les techniques importées à la situation locale. Un déficit important existe donc dans les compétences générales sur lesquelles reposent les capacités technologiques.

Différences entre les PMA

Vu que le rythme de croissance varie beaucoup d'un pays à l'autre, le Rapport met en évidence les tendances observées dans le développement des capacités productives de trois groupes de PMA, à savoir: les économies convergentes, définies comme celles dont la croissance moyenne du PIB réel par habitant a été supérieure à 2,15 % par an pendant la période 1980-2003; les économies à faible croissance qui, sans atteindre ce niveau, ont affiché une croissance positive du PIB réel par habitant durant cette période; et les économies en régression où le PIB réel par habitant a diminué au cours de la même période.

L'analyse fait ressortir d'importantes différences dans la formation de capital physique et son financement. Au début des années 80, il n'y avait pas autant d'écart dans les taux d'investissement de ces trois groupes de pays. Mais vers 1999-2003, le rapport de la formation de capital brut au PIB s'était accru en moyenne de 12 points de pourcentage dans les économies convergentes et de 6 points de pourcentage dans les économies à faible croissance, alors qu'il avait diminué dans les économies en régression. L'expansion de l'investissement va manifestement de pair avec des taux de croissance plus élevés et plus soutenus. Dans les économies convergentes, l'expansion de l'investissement était également liée à l'augmentation de l'épargne intérieure. C'est aussi le cas dans les économies à faible croissance. Cependant, l'accroissement de l'investissement est surtout lié à la progression des apports d'IED après 1993. En moyenne, ces apports ont compté pour les trois quarts dans la hausse du taux de formation de capital dans les

économies à faible croissance. En ce qui concerne les dons, il apparaît clairement que, dans les années 80, leur part dans le PIB s'est nettement accrue dans les économies convergentes, puis a diminué. En revanche, elle a augmenté à la fois dans les pays à faible croissance et dans les économies en régression.

Les trois groupes de pays diffèrent aussi les uns des autres sur le plan des changements structurels, de la productivité et de l'intégration commerciale. Si l'on analyse là encore la différence entre les économies convergentes et les économies en régression, force est de constater que les premières se caractérisent par: i) une diminution de la part de l'agriculture dans le PIB; ii) une augmentation de la valeur ajoutée manufacturière; iii) une hausse de la productivité du travail tant dans l'agriculture que dans les autres secteurs; iv) un élargissement de la part du commerce dans le PIB; et v) une progression de la part des articles manufacturés dans les exportations de marchandises. Les économies en régression manifestent les tendances suivantes: i) la part de l'agriculture dans le PIB augmente; ii) il se produit une désindustrialisation, se caractérisant par une diminution de la part des articles manufacturés dans le PIB; iii) la productivité du travail fléchit à la fois dans l'agriculture et dans les autres secteurs; iv) la part de l'activité commerciale dans le PIB est en recul; et v) la proportion d'articles manufacturés augmente dans le total des exportations de marchandises, mais beaucoup plus lentement que dans les économies convergentes.

Ainsi qu'il ressort de ces tendances, la croissance économique des PMA doit beaucoup au dynamisme des structures de production. Comme dans les autres pays en développement, les PMA dont la croissance économique est la plus forte et la plus soutenue se caractérisent par un processus d'industrialisation, et notamment par l'expansion des activités manufacturières. Au contraire, la désindustrialisation, terme par lequel on entend ici une diminution de la part des activités manufacturières dans le PIB et une augmentation de celle de l'agriculture, est une des caractéristiques de la régression économique. L'expérience des PMA performants ne s'écarte pas des schémas classiques de transformation structurelle en longue période

que l'on peut observer dans le cas d'une croissance soutenue de l'économie.

Les changements structurels, l'accroissement de la productivité et l'intégration commerciale propres aux économies convergentes dénotent des progrès technologiques nettement supérieurs à ceux des économies à faible croissance ou en régression. Or les données relatives à l'évolution des importations de machines et matériel ne font pas apparaître de différences sensibles entre les groupes de pays. Cela tient au fait que le volume de ces importations est lié aux apports d'IED. Il semblerait néanmoins que le développement des capacités technologiques laisse à désirer même dans les économies convergentes et que leurs processus de croissance restent précaires.

Le problème de l'absorption productive de la main-d'œuvre

Dans la quasi-totalité des PMA, il y a un déséquilibre entre le taux d'accroissement de la main-d'œuvre, extrêmement rapide en raison de l'expansion démographique, et le rythme de l'accumulation de capital et du progrès technologique, généralement plus poussif. De ce fait, la plupart des travailleurs doivent gagner leur vie avec leur simple force de travail, des outils et du matériel rudimentaires, un très bas niveau d'instruction et de formation et une piètre infrastructure. La productivité du travail est faible et le sous-emploi très répandu, ce qui est la principale cause de la persistance d'une pauvreté généralisée dans les PMA.

La main-d'œuvre totale des PMA était estimée à 312 millions de personnes en 2000. Elle s'est accrue de 71 millions de personnes entre 1990 et 2000 et devrait compter 89 millions de travailleurs supplémentaires d'ici à 2010, pour atteindre 401 millions de personnes. L'accroissement de la main-d'œuvre totale escompté entre 2000 et 2010 sera imputable en grande partie (22 %) au Bangladesh. Cependant, tous les PMA enregistrent une forte progression de leur main-d'œuvre dans la décennie en cours. Dans 36 PMA sur les 50

pour lesquels on dispose de données, la main-d'œuvre devrait croître de plus de 25 %.

Le principal moyen grâce auquel la main-d'œuvre a pu trouver des emplois productifs dans les PMA au cours des 25 dernières années résidait dans l'extension des terres agricoles. Cependant, celle-ci est de plus en plus limitée.

Premièrement, à mesure que des terres arables supplémentaires sont mises en culture dans les PMA, la dépendance à l'égard de terrains fragiles s'accroît (régions arides, terrains escarpés, sols fragiles, etc.). Cela risque de devenir un problème majeur, car de nombreux foyers ne peuvent, en raison de leur extrême pauvreté, recourir à des pratiques agricoles viables, d'où une dégradation des terres et une diminution de la fertilité des sols. Dans 31 PMA, plus de 30 % de la population vivent sur des terres fragiles.

Deuxièmement, la superficie des terres cultivées par personne pratiquant l'agriculture diminue de façon générale. Pour les PMA en tant que groupe, la taille moyenne de l'exploitation par cultivateur actif a reculé de 29 % au cours des 40 dernières années. En retenant ce ratio comme indicateur approximatif de la taille des exploitations, l'on constate que, dans 32 PMA sur 50, la superficie moyenne d'une exploitation agricole était inférieure à 1 hectare en 2000-2003 et que, pour l'ensemble des PMA, elle était de l'ordre de 0,69 hectare.

Troisièmement, l'accès aux ressources foncières est marqué par de fortes inégalités: même dans les pays qui semblent les mieux dotés à cet égard et où le ratio terres/main-d'œuvre est apparemment favorable, une proportion non négligeable des exploitations est de taille très modeste et une part croissante de la population est pratiquement sans terres.

Cela étant, l'urbanisation s'accroît dans les PMA et une plus forte proportion de la population cherche du travail en dehors de l'agriculture. En 2000, 71 % de la main-d'œuvre était agricole et 75 % vivait en milieu rural. Cependant, le taux d'urbanisation est passé de 17 % en 1980 à 25 % en 2000 et la part de la population se livrant à des activités non agricoles, qui était de l'ordre de 21 % en 1980, a

progressivement augmenté pour atteindre 29 % en 2000. Ces tendances sont largement répandues parmi les PMA. En 1990, deux tiers d'entre eux comptaient moins d'un tiers de leur population dans des zones urbaines et moins d'un tiers de leur population active dans des secteurs autres que l'agriculture. Or en 2010, moins d'un tiers des PMA auront conservé ce type d'économie et de société.

Des projections de la population active pour la période 2000-2010 montrent que, sur les 89 millions d'actifs supplémentaires à prévoir, 49 millions seront employés hors de l'agriculture et 40 millions dans le secteur agricole. Cela dénote un renversement de tendance complet par rapport aux années 80, période durant laquelle l'agriculture absorbait 63 % des nouveaux actifs. Pour les PMA considérés en tant que groupe, c'est la première décennie durant laquelle l'accroissement de la population active sera plus important en dehors de l'agriculture que dans ce secteur. Dans les années 90, la population active augmentait davantage dans l'agriculture.

L'évolution globale observée dans les PMA en tant que groupe est fortement influencée par ce qui se passe au Bangladesh. Cependant, dans les PMA d'Afrique, 46 % de l'augmentation de la population active totale devrait se produire en dehors de l'agriculture dans la période 2000-2010 (contre 29 % dans les années 80), tandis que dans les PMA d'Asie (non compris le Bangladesh), les secteurs autres que l'agriculture devraient absorber, durant la même période, 45 % de l'accroissement de la population active totale (contre 36 % dans les années 80). La population active non agricole devrait, au cours de la décennie 2000-2010, s'accroître plus rapidement que la population active agricole dans près de la moitié des PMA (24 sur 50), parmi lesquels: le Bénin, la Guinée équatoriale, le Lesotho, le Libéria, la Mauritanie, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la Sierra Leone, le Soudan, le Tchad, le Togo et la Zambie en Afrique; le Bangladesh, le Myanmar et le Yémen en Asie; et le Cap-Vert, Kiribati, les Maldives, le Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Tuvalu et Vanuatu pour le groupe des PMA insulaires. La rupture avec les tendances antérieures apparaît également à Haïti. Dans bon nombre des autres PMA, cette rupture devrait se produire au cours de la décennie 2011-2020.

Ces estimations sont bien entendu des projections qui pourraient ne pas se réaliser. Elles reposent en outre sur des données internationales, dont les estimations nationales peuvent s'écarter. Cependant, elles définissent les dimensions essentielles du problème que représente la réduction de la pauvreté dans les PMA. Celle-ci nécessite une absorption de la main-d'œuvre productive tant dans l'agriculture que dans les autres secteurs. Or cette main-d'œuvre ne pourra être absorbée sans un développement des capacités productives, grâce à l'accumulation de capital, au progrès technologique et aux changements structurels.

Contraintes pesant sur le développement des capacités productives

Dans le cadre des mesures à prendre aux niveaux national et international pour développer les capacités productives des PMA, il faudrait, en priorité, mettre en évidence et réduire les principales contraintes pesant sur l'accumulation de capital, le progrès technologique et les changements structurels, en procédant pays par pays, en fonction des réalités locales. Le Rapport examine néanmoins trois types d'entraves au développement des capacités productives qui semblent jouer un rôle important dans un certain nombre de PMA, à savoir:

- L'infrastructure physique;
- Les faiblesses institutionnelles (entreprises, systèmes financiers et systèmes de connaissances);
- L'insuffisance de la demande.

Infrastructure physique

Pour la plupart d'entre eux, les PMA sont, dans le monde, les pays dont l'infrastructure est la moins développée et celle dont la qualité laisse le plus à désirer, qu'il s'agisse des transports, des

télécommunications ou de l'énergie. Le déficit d'infrastructure est particulièrement profond dans ce dernier secteur. Le clivage constaté en matière d'approvisionnement en électricité n'a pas reçu autant d'attention que la fracture numérique, mais il est au moins aussi important – sinon plus – pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Un des principaux obstacles à l'adoption, dans les PMA, de techniques modernes matures déjà disponibles dans les pays développés et d'autres pays en développement tient au décalage technologique entre les PMA et les autres pays. Ce décalage s'explique en grande partie par le faible degré d'électrification, qui contribue à la persistance du fossé technologique.

De surcroît, la fracture observée en matière d'infrastructure entre les PMA, les autres pays en développement et les pays de l'OCDE ne cesse de s'élargir. Cela est particulièrement évident dans le cas de l'infrastructure routière. Mesuré en nombre de kilomètres, le stock routier par habitant était en fait plus faible en 1999 (dernière année pour laquelle des données des pays sont disponibles) qu'en 1990 dans les PMA. La part en pourcentage des routes à revêtement en dur y a également diminué au cours de la même période. Le stock routier par habitant a diminué à la fois dans les PMA d'Afrique et dans les PMA insulaires, et la part en pourcentage des routes à revêtement en dur a reculé dans les PMA d'Afrique. En revanche, pour les PMA en tant que groupe, le nombre d'abonnés au téléphone (fixe ou mobile) par millier d'habitants a été multiplié par huit entre 1990 et 2002. Cependant, les PMA conservent leur retard par rapport aux autres pays en développement et aux pays de l'OCDE, ces deux derniers groupes de pays ayant enregistré davantage de nouveaux abonnés.

L'insuffisance et la médiocre qualité de l'infrastructure des PMA dénotent le piètre entretien des installations existantes et le sous-investissement dans de nouvelles installations. Ces tendances s'expliquent par la baisse de l'investissement public, la diminution de l'APD consacrée à l'infrastructure économique au profit des secteurs sociaux et le peu d'intérêt que les investisseurs privés portent à l'infrastructure physique de ces pays. En valeur réelle, les engagements d'APD en faveur de l'infrastructure économique ont diminué de 51 % entre 1992 et 2003. La baisse a été particulièrement

marquée dans les PMA d'Afrique. Dans les années 90, le secteur privé a davantage investi dans l'énergie et les télécommunications. Les apports de capitaux privés dans les transports ont été nettement plus modestes et ont été surtout concentrés au Mozambique, où ils étaient liés à des projets de développement de couloirs transfrontaliers.

Pour combler le fossé existant en matière d'infrastructure physique entre les PMA et les autres pays en développement, ce qui représente un des objectifs quantitatifs du Programme d'action de Bruxelles en faveur des PMA, il faudra à la fois davantage d'investissements publics et un renversement de la tendance à la baisse de l'aide consacrée à l'infrastructure économique, constatée dans un certain nombre de PMA, notamment en Afrique, au cours de la période 1990-2003. L'amélioration de l'infrastructure physique peut grandement contribuer à réduire les coûts et les délais auxquels les exportateurs doivent faire face dans les opérations commerciales internationales. Cependant, les investissements d'infrastructure ne doivent pas uniquement se concentrer sur les infrastructures liées au commerce. Le développement de l'infrastructure nécessite une approche concertée englobant à la fois: i) l'infrastructure rurale et les liaisons au niveau du district entre les zones rurales et les petites agglomérations; ii) l'infrastructure nationale à grande échelle (grands axes des communications, lignes de transport d'électricité, installations portuaires, etc.); et iii) l'infrastructure régionale transfrontalière. Il importe au plus haut point d'accroître l'investissement public à la fois dans le premier type d'infrastructure (pour améliorer la productivité agricole et développer une économie de marché dans les zones rurales, ainsi que pour créer des emplois ruraux non agricoles), dans le deuxième (pour favoriser la diversification et les changements structurels, ainsi que l'intégration commerciale internationale) et dans le troisième (aux fins de l'intégration régionale).

Une attention particulière devrait être consacrée à l'électrification et aux moyens de remédier au clivage constaté en matière d'approvisionnement en électricité entre les PMA et les autres pays en développement. La plupart des techniques modernes nécessitent de l'électricité: les difficultés actuelles d'accès au réseau

électrique augmentent les coûts à la charge des entreprises (qui ont de ce fait moins de fonds à investir) et sont une des principales causes du décalage technologique entre les PMA et le reste du monde, entravant l'acquisition de technologies. Le Rapport montre également que l'accès à l'électricité influe sur la composition des exportations des pays en développement et que les différences existant dans le degré de diversification des exportations d'articles manufacturés sont en partie liées au degré d'électrification.

Faiblesses institutionnelles

L'on insiste davantage, à présent, sur l'importance des institutions pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Mais l'attention reste fixée essentiellement sur les capacités de l'État et la bonne gouvernance. Il est certes crucial que l'État ait les capacités voulues pour élaborer et exécuter efficacement des politiques, et une bonne gouvernance est assurément nécessaire. Cependant, il est tout aussi nécessaire de s'intéresser à la nature du secteur privé et aux institutions dans lesquelles s'enracine l'entrepreneuriat. De ce point de vue, le Rapport montre que la plupart des PMA ont de graves faiblesses institutionnelles, qu'il s'agisse de leurs entreprises, de leurs systèmes financiers ou des systèmes de connaissances.

Premièrement, la distribution par taille des entreprises dans les PMA se caractérise en règle générale par l'absence d'entreprises de taille moyenne: une multitude de microentreprises informelles coexistent avec quelques grandes compagnies, alors que les PME du secteur formel, notamment les entreprises locales de taille intermédiaire, ne sont guère développées. Les liens entre les grandes firmes et les autres entreprises restent ténus, et le cycle de vie des entreprises s'en trouve atrophié. Rares sont les microentreprises informelles qui accèdent au secteur formel. De plus, les petites entreprises sont souvent incapables de se développer même lorsqu'elles sont efficaces. Les résultats des entreprises sont également très hétérogènes, mais l'on constate souvent que les

grandes entreprises tendent, suivant la plupart des indicateurs, à être plus productives que les petites.

Deuxièmement, ce qui n'est pas sans rapport avec le phénomène de l'absence de secteur intermédiaire, tant les systèmes financiers que les systèmes de connaissances locaux sont marqués par le dualisme. Sur les marchés financiers coexistent une composante informelle (comprenant les opérations entre proches et amis ou des arrangements collectifs à petite échelle, ainsi que celles qui sont effectuées par les prêteurs, les négociants et les propriétaires) et des banques officielles. Les systèmes de connaissances se composent d'éléments tant modernes que traditionnels. Différents types d'entreprise fonctionnent au sein de ces systèmes disparates.

Troisièmement, les systèmes financiers locaux disposent d'importantes réserves liquides, mais par rapport au PIB, les crédits accordés au niveau local au secteur privé sont quatre fois moindres que dans les pays à revenu faible ou intermédiaire (15 %, contre 60 %). À la suite de la libéralisation financière, le ratio crédit au secteur privé/PIB a en outre diminué dans bon nombre de PMA, notamment en Afrique. Durant la même période, les marges d'intérêt ont augmenté dans les PMA, tandis que le niveau de monétisation a en fait reculé dans ceux d'Afrique. La libéralisation financière n'a tout simplement pas réussi à promouvoir l'investissement productif, comme en témoignent les problèmes d'accès au crédit rencontrés par le secteur privé et, en particulier, les PME. Les banques sont certes soumises à des contraintes parce que les entrepreneurs locaux ne sont guère en mesure d'élaborer des plans d'entreprise acceptables et que l'exécution des contrats laisse à désirer. Mais il est aussi évident qu'elles sont très réticentes à prendre des risques et qu'elles préfèrent orienter leur activité vers des secteurs tout à fait sûrs, à savoir les obligations publiques.

Quatrièmement, aussi essentiels qu'ils soient pour la compétitivité internationale, les systèmes modernes de connaissances restent cloisonnés. Les créateurs spécialisés de connaissances, tels que les instituts de recherche, ne sont pas aptes à réagir aux demandes des utilisateurs. Les informations disponibles sur l'application des normes

internationales dans les PMA laissent également entrevoir un problème particulier touchant au degré d'ouverture vers l'extérieur de ces mécanismes et à leur capacité de s'adapter à des normes internationales de plus en plus rigoureuses.

Pour que les capacités productives se développent, il faut que l'économie puisse créer des entreprises ayant une forte propension à investir, à acquérir des connaissances et à innover. Les PME jouent assurément un rôle important, car elles recourent généralement à des facteurs de production locaux et assurent ainsi la liaison entre les activités primaires et les activités manufacturières au niveau local. Elles fournissent aussi des emplois à la population locale. Mais le fait de tout miser sur les PME relève d'une conception statique du processus de développement. Dans une perspective dynamique axée sur l'efficacité, les grandes entreprises sont mieux à même de parvenir à des niveaux plus élevés de formation de capital, d'innovation et d'économies d'échelle et aux effets d'apprentissage connexes. Il est essentiel que des mesures susceptibles d'agir sur la demande en favorisant l'établissement de liens entre les grandes entreprises et les PME viennent compléter les mesures en faveur du développement des PME, agissant sur l'offre. Ces relations interentreprises peuvent en outre faciliter les transferts de connaissances et de technologie et une mise à niveau technologique. Cela suppose l'établissement d'un cadre directif différent, visant à soutenir la croissance et l'expansion des entreprises, à promouvoir les liens entre PME et grandes entreprises, à développer les relations de sous-traitance et à favoriser le regroupement et la concentration géographique.

Les décideurs devraient, dans les PMA, s'attacher en priorité à remédier aux goulets d'étranglement qui entravent le financement du secteur privé. Si celui-ci ne peut accéder à des capitaux, le potentiel de développement des capacités productives ne pourra se réaliser.

On s'accorde largement à reconnaître l'importance d'une amélioration des systèmes financiers dans les PMA. Cependant, il faudrait d'urgence trouver de nouvelles sources de financement, en tirant des leçons de l'expérience positive de pays dotés de systèmes financiers plus efficaces, capables de mieux répondre aux besoins du

secteur privé. L'expérience le montre, un système fondé sur les banques est essentiel lorsque le niveau de développement est encore très bas. Parmi les institutions financières envisageables, il convient de mentionner:

- Les systèmes de garantie des prêts associant le secteur public et le secteur privé pour faciliter l'accès au crédit bancaire des PME et des grandes entreprises investissant dans le progrès technique;
- Les banques publiques de développement, notamment pour créer des moyens de financement à long terme;
- Le financement de la chaîne de valeur ajoutée, consistant à coordonner les prêts accordés aux entreprises tout au long de la chaîne de valorisation;
- Des instruments financiers novateurs fondés sur le marché.

Les systèmes de connaissances sont aussi importants que les systèmes financiers dans le développement des capacités productives. Les efforts visant à étoffer les systèmes financiers locaux devraient donc aller de pair avec l'amélioration de ces systèmes de connaissances. Il s'agit en l'occurrence non seulement de mettre en place des organes expressément chargés de générer des connaissances susceptibles d'être appliquées dans la production (centres de recherche, notamment), mais également de mettre en place des institutions servant de passerelle avec les utilisateurs et de promouvoir les liens entre ces derniers. Pour la plupart des PMA, les trois principaux éléments permettant d'établir une base locale de connaissances sont l'éducation, l'importation de technologies étrangères (par l'octroi de licences étrangères, l'IED, les usines clés en main et les importations de biens d'équipement) et la mobilité d'un personnel technique expérimenté. Ces éléments sont plus importants que des efforts tendant à relever le niveau de la recherche-développement. Investir dans tous les niveaux de l'enseignement, notamment dans les compétences techniques et le renforcement des capacités technologiques, est d'autant plus crucial que les niveaux de scolarisation restent bas dans la plupart des PMA.

La faiblesse des ressources humaines rend l'absorption de technologies difficile et ralentit le processus de rattrapage technologique.

Les PMA doivent mettre au point des stratégies nationales bien conçues et cohérentes d'apprentissage technologique visant à élargir l'accès à la technologie et à améliorer l'efficacité des technologies importées, ainsi qu'à tirer parti des liens avec les connaissances acquises au niveau mondial. La combinaison des savoirs moderne et traditionnel offre de larges perspectives dans les secteurs de la santé et de l'agriculture.

Insuffisance de la demande

Il est impossible de développer les capacités productives sans remédier aux contraintes s'exerçant tant sur la demande que sur l'offre. Or la demande en tant que source de croissance a en général été négligée. Les mesures et, en particulier, les apports d'aide visant à remédier à la faiblesse des capacités productives dans les PMA par une solution toute prête agissant sur l'offre sans tenir dûment compte de la dynamique de la demande, sont voués à l'échec. Un développement solidaire et la réduction de la pauvreté nécessitent une stratégie de développement prêtant attention à la dynamique de la demande intérieure comme aux marchés extérieurs.

Au vu des éléments rassemblés pour un échantillon restreint mais varié de PMA, l'expansion de la demande intérieure est le facteur qui a le plus contribué à la croissance économique de ces pays. La demande intérieure étant une source très importante de croissance économique, son manque de dynamisme pèse, dans la plupart des PMA, sur le développement des capacités productives. Dans ces pays, le climat d'investissement pâtit lourdement de l'atonie de la demande intérieure, liée à une pauvreté généralisée et persistante.

Compte tenu de la forte contribution apportée par l'agriculture au PIB et à l'emploi total dans la plupart des PMA, l'évolution de la demande intérieure est étroitement liée à la situation du secteur

agricole ainsi qu'à la nature des relations entre celui-ci et le reste de l'économie. À cet égard, les effets d'entraînement exercés sur la demande par l'expansion de l'agriculture constituent un important mécanisme de croissance et de réduction de la pauvreté. Au Bangladesh, on peut observer un cercle vertueux où la demande suscitée par l'essor de l'agriculture contribue à l'investissement, l'entrepreneuriat et l'emploi dans les activités non agricoles, en particulier le secteur non marchand. Ce cercle vertueux est de nature à intéresser bon nombre de PMA et occupe une place centrale dans les efforts visant à mettre en place un processus plus solidaire de développement à l'appui d'une réduction durable de la pauvreté. Sans l'impulsion de la demande intérieure de biens non marchands, il est difficile d'envisager une absorption productive de la main-d'œuvre non agricole. Cependant, l'efficacité de ce lien dynamique est fonction de la répartition des revenus.


La demande intérieure apporte une contribution cruciale à la croissance économique des PMA, mais les exportations ont également de l'importance. Cela est à mettre au compte des divers facteurs agissant sur l'offre. Cependant, l'importance des exportations s'explique aussi par le fait que la balance des paiements pèse sur la croissance économique et une pleine utilisation des capacités productives. Chacune des composantes de la demande contient une part d'importations essentielle à la poursuite des activités économiques courantes et à leur expansion: or les pays ont besoin de devises pour payer les importations. À cet égard, l'analyse de la situation des PMA montre que l'accroissement des exportations a apporté une contribution positive. Mais cette contribution à l'atténuation de la contrainte de la balance des paiements a été considérablement amoindrie par la dégradation des termes de l'échange et la dépréciation des monnaies. Il est également évident que les apports et les transferts de capitaux ont joué un rôle non négligeable en réduisant la contrainte de la balance des paiements dans les PMA.

Cela signifie qu'il faudrait en priorité s'attacher à améliorer la structure des exportations des PMA. Il y a place ici pour de nouvelles formes de politique industrielle, élaborées récemment dans les pays

développés sur la base d'un modèle mixte de marché dans lequel les entreprises privées et les pouvoirs publics collaborent étroitement pour créer des relations de complémentarité stratégiques entre investissements publics et privés, et où l'État, au lieu de privilégier les entreprises les plus performantes, aide plutôt le secteur privé à découvrir et à exploiter des débouchés économiques.

* * * * *

Face au problème du développement des capacités productives dans les pays les moins avancés, il convient de trouver un équilibre entre les contraintes et les possibilités inhérentes à la situation actuelle. Le diagnostic présenté ici concernant l'insuffisance des capacités productives dans la plupart des PMA et la faiblesse des processus d'accumulation de capital, de progrès technologique et de changement structurel n'incite guère à l'optimisme. Cependant, il y a aussi de vastes possibilités de croissance économique rapide et de réduction sensible de la pauvreté pour peu qu'on parvienne à lever systématiquement les entraves au développement des capacités productives et que les ressources productives et les capacités des entreprises – encore sous-utilisées – soient exploitées au profit du développement. Cette tâche incombe au premier chef aux gouvernements nationaux. Cela dit, un environnement propice et un appui renforcé aux PMA s'avèrent nécessaires au niveau international et peuvent procurer des avantages considérables non seulement à ces pays, mais également à l'ensemble de la planète.



Le Secrétaire général de la CNUCED
M. Supachai Panitchpakdi
